

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES SPECIFIQUE AU LOT 2

Consultation pour le marché n°2025-00-18-02-00 MPA

Acheteur  
Acheteur

**NumihFrance**  
**GIP Mipih**  
**12 rue Michel Labrousse**  
**CS 93668**  
**31036 Toulouse Cedex 1**

*Accord-cadre passé selon une procédure adaptée*  
**En application des articles R 2123-1 3 ° du code de la commande publique**

Prestations d'organisation et réalisation de l'événement  
Journées Adhérents NumihFrance – au Palais du Pharo – Marseille

Lot 2 – Réalisation de prestation d'info décor et fourniture de matériels associés dans le  
cadre des journées des adhérents de NumihFrance

## SOMMAIRE

ARTICLE 1.	Objet de la consultation.....	5
ARTICLE 2.	Parties aux contrats .....	5
ARTICLE 3.	Présentation du NumihFrance .....	5
ARTICLE 4.	Présentation de l'évènement des journées NumihFrance .....	6
ARTICLE 5.	Allotissement.....	6
ARTICLE 6.	Montant du marché.....	7
ARTICLE 7.	Prestations similaires .....	7
ARTICLE 8.	Durée de l'accord-cadre .....	7
8.1	Durée .....	7
8.2	Délais d'exécution / délais de réalisation .....	7
8.3	Achèvement de la prestation.....	8
ARTICLE 9.	Documents contractuels.....	8
9.1	Pièces particulières .....	8
9.2	Pièces générales.....	8
9.3	Pièces techniques .....	9
9.4	Notification .....	9
ARTICLE 10.	Dispositions générales relatives au lot.....	10
10.1	Décomposition par phases .....	10
10.2	Livrables attendus .....	11
10.3	Prestations supplémentaires éventuelles .....	11
10.4	Prestations similaires.....	11
ARTICLE 11.	Démarche RSE.....	12
ARTICLE 12.	Titulaire étranger – Langue et unité monétaire.....	12
ARTICLE 13.	Protection des données à caractère personnels .....	12
ARTICLE 14.	Droits de propriété intellectuelle .....	12
14.1	Connaissances antérieures.....	13
14.2	Droits cédés .....	13
14.2.1	Droit de reproduction.....	13
14.2.2	Droits d'Exploitations par l'acheteur .....	14
ARTICLE 15.	Condition d'exécution des prestations .....	15
15.1	Lieu d'exécution des prestations .....	15
15.2	Exigences de qualité .....	15
15.2.1	Les prestations de conseils.....	15
15.2.2	Matériel et équipement technique .....	15

15.2.3	Logistique et coordination .....	16
15.3	Responsabilité du titulaire .....	16
<b>ARTICLE 16.</b>	<b>Gestion des personnels du Titulaire .....</b>	<b>16</b>
16.1	Qualification des personnels intervenants .....	16
16.2	Départ du personnel et remplacement avant les événements .....	17
16.3	Pendant les journées de l'événements .....	17
16.4	Récusation du personnel .....	17
<b>ARTICLE 17.</b>	<b>Sous-traitance et co-traitance .....</b>	<b>17</b>
17.1	Sous-traitance .....	17
17.2	Modalités de paiement direct .....	17
17.3	Cotraitance et répartition des paiements .....	18
<b>ARTICLE 18.</b>	<b>Protection de la main d'œuvre, des conditions de travail .....</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE 19.</b>	<b>Modalités d'exécution .....</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE 20.</b>	<b>Déclenchement des prestations .....</b>	<b>18</b>
20.1.1	Modification d'un ordre de service ou des bons de commande .....	18
20.1.2	Arrêt de l'exécution des prestations en cours d'exécution .....	18
<b>ARTICLE 21.</b>	<b>Etablissement des prix .....</b>	<b>19</b>
21.1	Forme des prix .....	19
21.2	Contenu du prix .....	19
21.3	Etablissement des bons de commande .....	20
21.4	Contenu de bon de commande .....	20
21.5	Application de la taxe à la valeur ajoutée .....	21
21.6	Modalités de règlement du marché .....	21
<b>ARTICLE 22.</b>	<b>Paieement .....</b>	<b>21</b>
22.1	Facturation .....	21
22.2	Avance .....	22
22.3	Acomptes .....	22
<b>ARTICLE 23.</b>	<b>Suivi de l'exécution .....</b>	<b>22</b>
23.1	Planning d'exécution .....	22
23.2	Coopération .....	22
23.3	Suivi technique et logistique .....	23
<b>ARTICLE 24.</b>	<b>Opération de vérification .....</b>	<b>23</b>
24.1	Contrôle qualité .....	24
<b>ARTICLE 25.</b>	<b>Clause de sécurité .....</b>	<b>24</b>
25.1	Modification du marché et clause de réexamen .....	24
<b>ARTICLE 26.</b>	<b>Cessation des activités du Titulaire .....</b>	<b>25</b>
<b>ARTICLE 27.</b>	<b>Pénalités .....</b>	<b>25</b>

27.1	Généralités .....	26
27.2	Pénalités de retard .....	26
27.2.1	Prestations exécutables avant et après la manifestation .....	26
27.2.2	Prestations exécutables pendant la manifestation .....	26
27.3	Modalités d'application de pénalités de retard .....	27
27.4	Pénalités en cas d'ajournement ou de rejet .....	27
27.5	Pénalité pour travail dissimulé .....	27
<b>ARTICLE 28.</b>	<b>Droits et obligations des parties .....</b>	<b>27</b>
28.1	Obligation de conseil .....	27
28.2	Obligation de confidentialité .....	27
<b>ARTICLE 29.</b>	<b>Responsabilité et assurance .....</b>	<b>27</b>
29.1	Responsabilité extracontractuelle .....	27
29.2	Responsabilité contractuelle .....	28
29.3	Assurances .....	28
<b>ARTICLE 30.</b>	<b>Arrêt du marché .....</b>	<b>29</b>
<b>ARTICLE 31.</b>	<b>Résiliation du marché .....</b>	<b>29</b>
31.1	Résiliation du marché pour motif d'intérêt général .....	29
31.2	Résiliation pour faute du Titulaire .....	29
31.3	Report ou annulation du salon .....	29
<b>ARTICLE 32.</b>	<b>Différends et litiges .....</b>	<b>29</b>

**NB :** Tout comme l'ensemble des documents de la consultation, le présent document ne peut être modifié à l'initiative du soumissionnaire.

**ARTICLE 1. Objet de la consultation**

Le présent accord-cadre a pour objet l'organisation et l'animation des « Journées de Numih France. La partie « congrès » des Journées du NumihFrance se déroulera au Palais du Pharo, en journée.

Le présent accord-cadre est également désigné dans les pièces contractuelles « marché » ou « lot » ou « contrat ».

Le présent document vient compléter les clauses contenues au CCAP commun à tous les lots et concerne spécifiquement le lot 2 portant sur des prestations d'info décor incluant notamment :

- L'infodécor et la scénographie de l'événement
- Des prestations de conseil artistique pour les animations visuelles et sonore
- La captation vidéo des plénières, ateliers et espaces d'exposition
- La mise à disposition et l'exploitation du matériel technique nécessaire
- Les livrables attendus

**ARTICLE 2. Parties aux contrats**

La fusion du GIP SIB avec le GIP Mipih, a donné naissance à une nouvelle entité dont le nouveau nom, nouvelle marque, nouvelle identité est NumihFrance.

Le GIP MIPH sera indifféremment désigné dans le cadre des pièces de l'accord-cadre indifféremment sous le terme de « NumihFrance », « acheteur », « GIP », ou encore « GIP Mipih » ou encore « GIP MipihSIB ».

Le « titulaire » ou « prestataire » désigne l'opérateur économique avec qui l'acheteur conclut l'accord- le marché. Les pièces de la consultation peuvent également contenir le terme de « candidat » pour désigner ce dernier.

**ARTICLE 3. Présentation du NumihFrance**

Par décisions en date du 13 et du 28 mars 2024, les groupements d'intérêt public Mipih et SIB ont décidé de s'engager dans une procédure de transfert des activités du SIB vers le Mipih pour ne former qu'un GIP unique MipihSIB. Au 1<sup>er</sup> janvier 2025, le GIP Mipih et le GIP SIB ont fusionné.

Sous l'impulsion de la fusion du Mipih avec le SIB, un changement du nom et de la marque en NumihFrance est intervenu.

NumihFrance est une structure publique de coopération inter-hospitalière spécialisée dans l'informatique, travaillant avec des établissements de santé répartis sur l'ensemble du territoire (Centres Hospitaliers Universitaire, Centres Hospitaliers, Établissements de Santé Privés d'Intérêt Collectif, Hôpitaux locaux, Maison de retraite, Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes, Établissements de santé privés d'intérêt collectif...).

Éditeur de progiciels hospitaliers et de santé sur des domaines complémentaires s'appuyant sur des dizaines d'années d'expérience, et hébergeur de données de santé certifié depuis 2018, le GIP accompagne les établissements de santé dans la construction et le développement de leur système d'information.

Le GIP est par ailleurs, un acteur coopératif de référence du numérique au service de la santé et du secteur public. Il accompagne les établissements de santé, les collectivités et les administrations publiques dans la transformation de leurs systèmes d'information (SI).

Expert dans la conception, l'intégration, l'interopérabilité et le déploiement de Systèmes d'Information Hospitaliers (SIH) et de Santé (SIS), le GIP intervient auprès de plus de 600 établissements de santé sur le territoire national et à l'outre-mer.

Le GIP est de plus doté d'un organisme de formation qui dispense 273 formations pour amener les professionnels de santé vers la maîtrise des compétences en informatique de santé.

Les 1400 collaborateurs du GIP partagent ainsi leurs savoirs et expertises avec plus de 1000 établissements adhérents pour construire ensemble le numérique de demain : performant, éthique, responsable et souverain.

#### ARTICLE 4. Présentation de l'évènement des journées NumihFrance

Acteur public du numérique en santé, éditeur et 1er hébergeur français certifié HDS, le NumihFrance accompagne les établissements de santé et les collectivités dans leur digitalisation afin de répondre à leurs enjeux numériques. Avec sept agences, à Toulouse, Amiens, Bordeaux, Reims, Rennes, Lille et Rouffach, NumihFrance et ses 1400 collaborateurs partagent leurs savoirs et expertises avec plus de 1000 établissements adhérents et clients pour construire ensemble le système de santé de demain : performant, éthique, responsable et souverain.

Site internet : [www.https://numihfrance.fr](https://numihfrance.fr) [Accueil - Numih France](#)

Cet évènement statutaire participe et vient renforcer la qualité relationnelle entre NumihFrance et ces adhérents, en permettant des échanges informels autour d'un séjour d'expérience.

L'ambition de cet évènement est de créer les conditions favorables à un débat à la fois philosophique, pratique et prospectif en proposant un réel parcours d'expériences aux adhérents, pendant 2 jours.

Ces rencontres, plébiscitées par les adhérents de NumihFrance, sont l'occasion de découvrir des nouveautés et innovations et de débattre sur des thèmes d'actualités à l'occasion d'un moment agréable.

Le congrès est organisé pour accueillir des congressistes réunissant à la fois des Directeurs d'établissements publics de santé ou leur représentant, des Directeurs des Ressources Humaines, Directeurs des Affaires Financières, des Directeurs des Systèmes d'Information, des Directeurs d'établissements universitaires, etc.), en présence de partenaires issus du secteur industriels du secteur de la santé, des institutionnels, des directeurs d'établissements universitaires, des chercheurs et des startups de la e-santé et autres domaines numériques.

#### ARTICLE 5. Allotissement

Les prestations à réaliser dans le cadre cet accord-cadre concourent à l'organisation des journées adhérentes de NumihFrance. L'accord-cadre est décomposé en un certain nombre de lots indiqués ci-dessous.

Le présent Cahier de Clauses Particulières vient compléter le CCAP commun à tous les lots et est rédigé dans le cadre de prestations confiées au prestataire du lot 2 portant sur la réalisation de prestations d'info décor et sur la fourniture du matériels associés.

Chaque Titulaire devra tenir compte dans sa charge de travail du calendrier de l'opération. La période de préparation très courte, l'événement demande une disponibilité et une réactivité importantes qui doivent être prises en compte dans l'équipe.

Chaque titulaire dirige et contrôle la bonne réalisation de l'ensemble des prestations dont il a la charge.

#### **ARTICLE 6. Montant du marché**

Le marché est traité à prix unitaire et à bons de commande.

Le présent accord- cadre, portant sur la réalisation des prestations au Palais du Pharo ne comporte pas de minimum. Son montant maximum est de 240 00 € HT.

Lot	Désignation	Montant estimatif du lot en € HT
2	Prestation d'info décor et de fourniture de matériels associés	40 000 €HT

#### **ARTICLE 7. Prestations similaires**

L'acheteur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre pour chaque lot, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique la réalisation de prestations similaires.

#### **ARTICLE 8. Durée de l'accord-cadre**

##### **8.1 Durée**

Le présent marché est conclu à compter de sa date de notification et pour la durée couvrant l'événement qui se déroulera les 1<sup>ers</sup> et 2 octobre 2025 étant précisé que la mission du titulaire s'achève au constat d'état du site après démontage des installations, remise en état éventuel, la livraison de ls livrables y compris ceux réalisés post événement et clôture financière de l'opération.

Le marché n'est pas reconductible.

##### **8.2 Délais d'exécution / délais de réalisation**

Les prestations de prises de vues sont réalisées sur une période de deux jours

La mise en place des prestations demande un travail de collaboration avec la Direction de la communication et la conception de contenu à intégrer en amont de l'événement

Les délais d'exécution doivent garantir un déroulement optimal de l'organisation de la manifestation.

Un rétroplanning est à établir dans le cadre de la consultation et remis dans le cadre de l'offre.

Les prestations exécutées par ordre de service ou bon de commande devront être exécutées dans les délais et à la date fixée par l'ordre de service ou du bon de commande.

Toutes modifications relatives aux dates ou aux délais ne peuvent intervenir qu'avec l'accord écrit de NumihFrance communiqué au Titulaire avant la date initialement prévue pour la réalisation de la prestation ou la remise du livrable.

Les nouvelles dates et les nouveaux délais devront permettre dans tous les cas la bonne réalisation des prestations pendant les deux jours de réalisation de l'évènement

### 8.3 Achèvement de la prestation

La mission du titulaire s'achève au constat d'état du site après démontage des installations, remise en état et des livrables y compris ceux réalisés post événement et clôture financière de l'opération.

## ARTICLE 9. Documents contractuels

### 9.1 Pièces particulières

Les pièces constitutives du présent marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (A.E.)
- Son annexe financière ayant également valeur contractuelle (\*).
  - Le Bordereau de Prix Unitaire (B.P.U.) pour les lots comportant des prix unitaires.
  - En cas de sous-traitance : l'annexe de sous-traitance à l'acte d'engagement (DC4).
- Le présent cahier des clauses administratives particulières commune à tous les lots (C.C.A.P.).
- Le cahier des clauses particulières (C.C.P) spécifiques à ce lot 2.
- Le cahier des charges techniques spécifique (CCTP) spécifique au lot 2.
- Le CCAG -TIC. Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de techniques de l'information et de la communication
- Le Cadre de Réponse Technique
- Une note méthodologique présentant l'approche artistique, technique et organisationnelle
- Le Descriptif détaillé du matériel : fiches techniques et de sécurité etc.
- Les livrables demandés au CCTP
- Fiches techniques et de sécurité du matériel, mobilier et matériaux utilisés
- Le Calendrier définitif de réalisation des prestations demandées.
- L'annexe RGPD ST
- La charte de sécurité du système d'information ;
- L'engagement de confidentialité (applicable à tout marché conclu avec le Gip Mipih).

### 9.2 Pièces générales

Le titulaire doit respecter l'ensemble des textes législatifs et réglementaires applicables à l'accord-cadre, notamment :

- Le Code de la commande publique ;
- Le cahier des clauses administratives générales ou CCAG-TIC pris par arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de techniques de l'information et de la communication
- L'ensemble des normes en vigueur et/ou citées dans le cahier des clauses techniques particulières.

Le marché se réfère expressément au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication approuvé par arrêté ministériel le 30 mars 2021 et publié au JORF n°0078 du 1 avril 2021.

En l'absence de précision ou de disposition complémentaire et/ou dérogatoire inscrites dans le présent document, seules les dispositions inscrites au Cahier des Clauses Administratives Générales seront



applicables dans leur intégralité au titulaire du marché ainsi qu'à ses éventuels cotraitants et sous-traitants.

Par dérogation au CCG TIC, le présent document n'en reprend pas les liste des articles dérogeant au CCAG TIC.

Il est notamment dérogé aux dispositions du GGAG pour partie par les précisions apportées s'agissant des droits de propriété intellectuelle.

### 9.3 Pièces techniques

En complément des dispositions contenus dans le CCAP commun à tous les lots, le prestataire s'engage à exécuter les prestations demandées conformément à l'ensemble des normes et réglementations en vigueur et applicables aux prestations et fournitures, objet du lot 2 pendant toute la durée du marché.

Cela inclut sans s'y limiter les normes français (FR) européennes (EN) ou internationales (ISO) les règlements techniques, des directives applicables, les spécifications techniques générales ou visées dans les pièces particulières.

Il lui appartient de s'assurer sous sa responsabilité de la conformité permanente des prestations aux exigences techniques et réglementaires en vigueur et notamment, le titulaire s'engage à exécuter l'ensemble de ses prestations dans le strict respect des lois, règlements, normes en vigueur et prescriptions techniques applicables aux manifestations accueillant du public, et notamment aux établissements recevant du public (ERP) de type T (salles d'expositions) ou autres types selon la classification du lieu d'accueil du congrès.

Le titulaire s'engage à respecter les règles de sécurité et d'être particulièrement vigilant sur les conditions de sécurité.

A ce titre, le titulaire devra respecter (liste non exhaustive) :

- Le règlement du lieu technique et de sécurité spécifique au lieu d'accueil, du gestionnaire du site et/ou de l'organisateur du congrès, qu'il s'agisse :
  - Des conditions d'accès, plages horaires de montage/démontage
  - Des contraintes logistiques et de sécurité en matière d'accès, de sécurité de bruit, de déchets et stockages, ainsi que les consignes d'installation, de circulation, d'évacuation, de prévention
  - Des éventuelles obligations de coordination avec la régie du site
- Respecter l'ensemble des règles de sécurité et d'accessibilité applicables aux ERP, incluant, sans s'y limiter
- Pour le matériel utilisé (écrans, éclairage, câblage, vidéoprojecteurs, etc.), il doit s'assurer de :
  - La conformité aux normes NF C 15-100 (installations électriques) ou équivalent
  - L'usage de matériel aux normes CE
  - La protection des câbles au sol : goulottes, passages sécurisés
  - La vérification du matériel loué ou apporté (certificats de conformité / essais)

### 9.4 Notification

La notification du marché comprend uniquement une copie, délivrée sans frais par l'acheteur au titulaire contre reçu, de l'acte d'engagement, celui-ci l'engageant sur l'ensemble des pièces constitutives du marché public listées ci-dessus.

**ARTICLE 10. Dispositions générales relatives au lot****10.1 Décomposition par phases**

Le marché requiert des prestations de conception et de fabrication en amont de la tenue de l'événement et pendant l'événement es prestations peuvent ainsi être scindées en plusieurs phases :

Phase 1 (P1)	Conception et conseil créatif
Phase 2 (P2)	Création d'infodécor et habillages graphiques
Phase 3 (P3)	Phase de préparation / production graphique et technique
Phase 4 (P4)	Phase logistique de transport, d'installation / montage : & test d'essais
Phase 5 (P5)	Phase d'exploitation / accompagnement en direct
Phase 6 (P6)	Livraison post-événement : restitution des éléments

**1. Phase amont –conception et conseil créatif :** Définir les intentions artistiques et techniques.  
Débute avec la réunion de lancement du marché :

- Proposition de concepts graphiques (charte visuelle, motion design, éléments projetés)
- Scénarisation des décors et animations (plénière, hall, ateliers)
- Storyboard et ou intention de captation
- Conseil sur la mise en scène, les transitions, jingles, ambiances visuelles ou sonores

**2.- Prestation d'Infodécor : production graphique et technique :**

- Conception et animation d'éléments visuels dynamiques (fond de scène, infodécor pour diffusion, titres animés, inserts)
- Création graphique et animation de vidéos d'ambiance personnalisées, de boucles vidéo, jingles, habillages de scène et transitions
- Déclinaison de visuels (logos, fonds de scène, écrans interstitiels)
- Thématisation du décor, permettre un habillage graphique et visuel
- Scénariser l'événement et de créer une ambiance en intégrant de façon harmonieuse différents supports à projeter : présentations habillage graphique PowerPoint, logo, photo, vidéos, titrage, visioconférence teams, captation, servant à la promotion de l'événement.
- Préparation de la captation (fiche technique, repérage, tests)

Plan de calage technique : régie, projection, implantation matérielle

**3.Phase – Production des contenus graphique technique**

- Création de boucles vidéo, jingles, habillages de scène ou transitions
- Déclinaison de visuels (logos, fonds de scène, écrans interstitiels)
- Réalisation ou location de décors, mobilier, signalétique
- Plan de calage technique : régie, projection, implantation matérielle
- Préparation de la captation (fiche technique, repérage, tests) etc,

Livable : Livraison en formats projetables et exploitables en régie.

**4 – Phase logistique, de transport d'installation / montage :** Installer tous les dispositifs et faire les essais techniques

- Transports du matériel
- Montage des décors, habillages de scène, structures temporaires
- Installation du matériel de projection, captation, sonorisation
- Positionnement des écrans, micros, caméras
- Test des jingles, transitions, synchronisation avec la régie

- Réglages lumière, son, vidéo

5 – Phase d'exploitation / accompagnement en direct : assurer le bon déroulement technique et visuel Pendant les 2 journées de l'événement :

- Régie technique en live (diffusion des contenus, coordination)
- Captation vidéo (plénières, ateliers, ambiance, coulisses)
- Gestion des jingles / transitions visuelles
- Support technique aux intervenants (micros, écrans, son)
- Réactivité en cas d'aléas
- Démontage des installations et évacuation du matériel
- Nettoyage éventuel des visuels ou décors numériques

6. – Livraison post-événement : restitution des éléments

- Livraison des captations vidéo / fichiers bruts ou montés
- Nettoyage éventuel des visuels ou décors numériques

Le titulaire détaillera dans son planning prévisionnel le nombre de jours et semaines en prenant en compte ces différentes phases.

## 10.2 Livrables attendus

Le prestataire devra fournir, selon les phases du projet :

- Des propositions créatives (charte visuelle, ambiances, etc.)
- Des contenus visuels prêts à projeter (boucles, jingles, écrans d'attente, fonds de scène...) livrés en formats projetables et exploitables en régie.
- Une scénographie adaptée aux contraintes du lieu
- Le matériel de projection / diffusion / sonorisation / captation nécessaire
- Livraison des captations vidéo / fichiers bruts ou montés
- Livrables post événement
- Nettoyage éventuel des visuels ou décors numériques

NB : Tous les livrables, particulièrement ceux de la phase 1 (prestations de conception et de conception) peuvent faire l'objet de prestations intermédiaires transmises par le titulaire à condition qu'elles soient transmises en temps utile avant la validation définitive du livrable par le comité opérationnel, sans que ces prestations ne puissent faire l'objet d'un surcoût ou coût supplémentaire.

Ces étapes intermédiaires ont pour seul objet de préparer et de faciliter le bon déroulement des prestations et la livraison du livrable. Elles peuvent être à l'initiative du titulaire ou de NumihFrance.

Par conséquent, les constatations, remarques et prises de position ont un caractère purement indicatif et provisoire et ne préjugent ni ne limitent les constatations et remarques et décisions que NumihFrance pourrait être amené à prendre dans le cadre des opérations de vérification.

## 10.3 Prestations supplémentaires éventuelles

Il est prévu une prestation supplémentaire éventuelle identifiée dans l'annexe financière

## 10.4 Prestations similaires

Conformément aux dispositions de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique, des prestations similaires pourront être réalisées pour chaque lot. L'acheteur peut prescrire au titulaire, par ordre de service, des prestations supplémentaires ou modificatives après consultation de ce dernier ou accepter les modifications qu'il propose.

#### ARTICLE 11. Démarche RSE

La RSE est composée de trois piliers : le social, l'environnemental et l'économique

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre une démarche responsable, éthique et durable en accord avec les principes de la Responsabilité Sociétale des Entreprises RSE en matière de protection de l'environnement et d'impact environnemental ou d'engagement social et éthique

En complément des dispositions prévues au CCAP commun à tous les lots, le titulaire présente notamment ses actions ou pratiques durables éthiques et responsables dans toutes les étapes de fabrication et, notamment au travers (exemple) : des choix de matériaux des processus de fabrication, du transport et de la logistique, en matière de limitation des déchets avec l'intégration la possibilité de recyclage ou de réutilisation des supports ainsi que les actions en matière de responsabilité sociétales (respect des normes sociales, conditions de travail, sécurité, rémunération équitable, en termes de diversité et d'inclusion etc.)

#### ARTICLE 12. Titulaire étranger – Langue et unité monétaire

Il convient de se reporter à l'article 12 du CCAP commun à tous les lots.

#### ARTICLE 13. Protection des données à caractère personnels

Il convient de se reporter à l'article 13 du CCAP commun à tous les lots.

Le titulaire doit remplir l'annexe RGPD (compléter la partie le concernant) : cette annexe est fournie dans le cadre du dossier de consultation et doit être remise du cadre de son offre.

#### ARTICLE 14. Droits de propriété intellectuelle

Pour toutes les prestations faisant appel à de la conception, le Titulaire garde la propriété des méthodes, du savoir-faire et des procédés qu'il aura développés ou mis en œuvre pour exécuter ses prestations.

La nature, le contenu ainsi que les résultats des études réalisées pour l'exécution des prestations, objet de l'accord-cadre, demeurent la propriété exclusive de l'acheteur qui pourra les exploiter ou les faire exploiter par tous moyens de son choix (droit d'utilisation ou de faire utiliser, droit de reproduction, modification), y compris à des fins commerciales, et ce de façon permanente et pour le monde entier, sans que leurs auteurs puissent se prévaloir d'un quelconque droit.

Le titulaire ne pourra en aucun cas utiliser à titre personnel ou pour le compte d'un tiers directement ou indirectement, en toute ou partie et pour quelque motif que ce soit, les résultats obtenus et/ou les conclusions arrêtées.

La cession, au profit de l'acheteur, des droits patrimoniaux afférents aux prestations objet du présent accord-cadre s'effectue dans les conditions définies ci-après.

Le titulaire cède à l'acheteur, à titre exclusif, les droits patrimoniaux de propriété Intellectuelle afférents aux résultats, même partiels, des prestations ayant fait l'objet d'une décision d'admission et ce, quel que soit le support sur lequel ils sont adressés à l'acheteur et quel qu'en soit le mode de transmission.

Par résultats, quels que soient leur nombre et support, sont entendus notamment et de façon non-limitative :

- l'ensemble des livrables documentaires attendus au titre du présent accord-cadre (tableaux de bord, comptes-rendus de réunion, rapports, notes, etc.) et pour chacun des lots concernés ;
- l'ensemble des produits préparatoires, les maquettes, les ébauches ;
- les documents et entretiens réalisés dans le cadre des prestations rédactionnelles ;
- les dessins, illustrations, pictogrammes ;
- les photographies ;

Le titulaire ne peut utiliser ou exploiter, de quelque manière que ce soit, les résultats cédés.

Le prix de la cession des droits est compris de façon forfaitaire dans le prix des prestations.

Le titulaire ne peut réclamer aucune somme complémentaire à quelque titre que ce soit.

Le versement des rémunérations dues aux auteurs, collaborateurs, dont le titulaire s'est assuré la participation, demeurent à sa charge exclusive.

#### 14.1 Connaissances antérieures

Lorsque le titulaire incorpore des connaissances antérieures dans les résultats ou que de connaissances antérieures, sans être incorporées aux résultats, sont strictement nécessaires à leur mise en œuvre, le titulaire concède à titre non exclusif à l'acheteur le droit d'utiliser, par tout moyen et sous toutes formes, les connaissances antérieures strictement nécessaires à l'utilisation des résultats, pour les besoins découlant du présent marché.

Si tel est le cas, l'offre technique du titulaire identifie les connaissances antérieures concernées.

Ce droit comprend le droit de dupliquer, de reproduire, de charger, d'afficher, de stocker, d'exécuter et de représenter les connaissances antérieures.

#### 14.2 Droits cédés

##### 14.2.1 Droit de reproduction

Pour les lots concernés, la cession des droits de propriété intellectuelle par le titulaire est consentie, à compter de la remise par le titulaire du marché des résultats et productions, pour la France et le monde entier, pour toute exploitation commerciale et/ou non commerciale, pour la durée légale de protection des droits d'auteur telle que définie par l'article L 123-1 du code de la propriété intellectuelle y compris en cas de prolongation de cette durée.

Les droits cédés concernent l'ensemble des prestations intellectuelles, objets du présent marché, les droits visés ci-après :

- Le droit de reproduction, entendu au sens de l'article L. 122-3 du code de la propriété intellectuelle, à savoir la fixation matérielle par tous procédés qui permettent de communiquer au public les résultats des prestations d'une manière indirecte. Il comprend notamment :
- Le droit de reproduire ou faire reproduire par un tiers, tout ou partie des résultats des prestations, sur tout support, qu'il soit ou non désigné à l'article L. 122-3 du code de la propriété intellectuelle, qu'il soit connu ou inconnu à ce jour notamment sous forme analogique, électronique, informatique, numérique, magnétique, et sur tous supports (notamment support papier, films, vidéos, disque dur, disquette, vidéodisques, CD, CD Rom, CDI, DVD, etc.).

- Le droit d'établir ou de faire établir un nombre illimité de reproduction sur tout format et par tout procédé.
- Le droit de représentation, entendu au sens de l'article L. 122-2 du code de la propriété intellectuelle, consiste en la communication de tout ou partie des résultats des prestations au public par un procédé quelconque.

L'acheteur peut librement utiliser les résultats, même partiels, des prestations.

Il a le droit de reproduire, c'est-à-dire, de fabriquer ou faire fabriquer, des objets matériels ou constructions conformes aux résultats des prestations ou à des éléments de ces résultats.

Il peut communiquer à des tiers les résultats des prestations, notamment les dossiers d'études, documents et renseignements de toute nature provenant de l'exécution du présent marché.

#### **14.2.2 Droits d'Exploitations par l'acheteur**

L'acheteur peut, à titre exclusif et gracieux, procéder ou faire procéder aux exploitations suivantes des résultats et productions :

- Réalisation des objets ou constructions conformes aux résultats et en tout état de cause, l'ensemble des éléments matériels relatifs à la cérémonie de Panthéonisation,
- Utilisation en tout ou partie pour tout autre type de travaux ou d'études,
- Études dans le cadre de l'élaboration des prestations à mettre en place,
- Réalisation, édition et diffusion de documents et/ou d'outils d'aide à la visite (plaquettes, dépliants, CD, DVD ou tous autres outils multimédias, documents promotionnels de l'événement et/ou de l'acheteur),
- Expositions temporaires (quel que soit le support : papier, photographies, multimédia, audiovisuel),
- Opération de communication et/ou de promotion, qu'elle soit réalisée par l'acheteur ou ses partenaires. Ces opérations peuvent notamment concerner la presse écrite et/ou audiovisuelle, les sites internet et/ou intranet de l'acheteur, dossiers de presse, blog,
- Faire l'objet de consultation gratuite sur place par le public, ou encore de consultation à l'extérieur sous forme de prêts gratuits à des fins exclusivement documentaires, scientifiques, pédagogiques, muséologique ou d'usage strictement privé excluant pour l'emprunteur le droit de les reproduire et/ou de les dupliquer,
- Édition dans le rapport d'activité de l'acheteur et/ou de ses tutelles et/ou de ses partenaires, ou dans toute revue scientifique ou culturelle à laquelle l'acheteur ou l'un de ses partenaires s'associeraient,
- Fabrication et vente de produits dérivés (affiches, cartes postales, marques pages, magnet, multimédia, photographies, publications, éditions, papier et numériques, œuvres audiovisuelles DVD, CD-Rom, CD et CDI, tous supports de communication et décor, etc.)
- L'acheteur est autorisé à intégrer ou exploiter des prises de vues photographiques et/ou audiovisuelles des résultats et productions, de les intégrer et de les mettre en ligne à son fonds photographique.

Toutes les exploitations ci-avant mentionnées peuvent se faire sur tout type de support connu ou inconnu à ce jour et notamment Autocad, papier, numérique, photographique, audiovisuel, multimédia, internet et intranet, blog...



**ARTICLE 15. Condition d'exécution des prestations****15.1 Lieu d'exécution des prestations**

Les prestations qui font appel à de la conception ou de fabrication, seront exécutées dans les locaux du Titulaire.

Le réparation, lieu de montage et démontage se dérouleront au le Palais du Pharo à Marseille (en respectant les horaires d'ouverture du palais et indiqué en annexe du CCTP).

Journées : le 1<sup>er</sup> et 2 octobre 2025

**15.2 Exigences de qualité**

Le Titulaire s'engage de façon générale à garantir la qualité des prestations au niveau le plus élevé des usages professionnels et des règles de l'art relatifs aux fournitures et aux prestations du présent marché. Le titulaire remet une offre en tant que spécialiste du type de prestations sur lesquelles il aura à intervenir et telles que définies les pièces du marché.

Le titulaire s'engage notamment (liste non exhaustive)

- À respecter la charte graphique de NumihFrance
- A fournir l'équipement technique nécessaire au bon déroulement de l'évènement
- A s'assurer du bon fonctionnement des équipements, matériels fournis

**15.2.1 Les prestations de conseils**

Le prestataire a un devoir de conseils et d'informations auprès de NumihFrance de manière à s'assurer que les prestations soient conformes aux normes de fonctionnement et de sécurité en vigueur. Il reviendra donc au Prestataire de faire part de toutes remarques et conseils dès la réception du présent document et à tout moment durant la réalisation des prestations et à apporter toutes les garanties de fonctionnement et de performance dans les conditions normales d'exécution des prestations, objet du présent contrat.

**15.2.2 Matériel et équipement technique**

Le matériel sera adapté aux espaces du lieu et à la qualité des prestations attendues et décrites au CCTP. Le titulaire fournit le détail des matériels et équipements mis dispositions pour la réalisation de prestations dans le cadre de l'évènement

Le titulaire fournit l'ensemble des éléments techniques (fiches techniques de sécurité, certificat, attestant de la conformité des prestations réalisées et de matériaux utilisés.

Le titulaire fournit le matériel audiovisuel et informatique nécessaire à la bonne organisation de la manifestation.

Les matériels et équipements l vidéo doit permettre des captations avec une qualité d'image irréprochable, nette fluide et sans défaut.

Le matériel et équipement sonores fournis par le prestataire doit permettre une prise de son de haute-fidélité assurant une restitution claire précise et sans interférences

Un matériel de sonorisation proposé devra être proportionné à la dimension de la salle et au nombre de participants (ensemble de sonorisation : enceintes acoustiques, consoles, amplificateurs, VGAI, etc.) – Des microphones (HF, filaire, cygne, cravate, partagés, oreilles, etc.).

Le matériel audiovisuel, d'éclairage ou de captation et câblages utilisé devra être conforme aux normes CE et NF en vigueur, notamment pour les installations électriques. Les câblages au sol devront être protégés, fixés, et sécurisés.

### 15.2.3 Logistique et coordination

Le prestataire devra :

- Respecter les plages horaires de montage et démontage.
- Se coordonner avec le régisseur technique ou l'organisation du site.
- Prévoir une présence sur site pendant l'événement pour assurer l'exploitation technique et les ajustements en direct.

### 15.3 Responsabilité du titulaire

Le Titulaire a la responsabilité de réaliser les prestations conformément à l'ensemble des exigences et des spécifications techniques décrites dans le présent document.

Le Prestataire, agissant en qualité de professionnel, s'engage à réaliser prestations d'info décor et autres prestations techniques et audiovisuelles (sonorisation et éclairage, régie générale, conception de contenu, prestation technique, prestation artistique, info sécurité, avec tout le soin et la diligence nécessaires et s'engage à les effectuer sous son entière responsabilité.

Il garantit, en outre, qu'il dispose des compétences, humaines et techniques pour mener à bien les prestations qui lui sont confiées

Il s'engage à mobiliser un personnel qualifié et expérimenté : graphistes, techniciens audiovisuels, scénographes, chefs de projet, etc., disposant des habilitations nécessaires à une intervention dans un ERP (Etablissement Recevant du Public).

### ARTICLE 16. Gestion des personnels du Titulaire

Il est expressément entendu que les personnels du Titulaire demeurent, à tous les égards, les salariés de ce dernier (légalisation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements...).

A ce titre, le Titulaire exerce le contrôle du travail de son personnel et assure l'ensemble des obligations qui lui incombent en sa qualité d'employeur.

Tout accident ou maladie pouvant affecter les agents du titulaire pendant la durée de la prestation est entièrement pris en charge par le titulaire.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant du marché. Il est astreint aux mêmes règles de secret et de discrétion.

### 16.1 Qualification des personnels intervenants

Le Titulaire doit disposer de personnels formés et habilités pour l'exécution des prestations.

Le Titulaire affecte pour l'ensemble de la réalisation des prestations une équipe dédiée constituée de professionnels techniciens ou ingénieurs formés et habilités.

Afin de vérifier que les salariés désignés par le Titulaire présentent les compétences professionnelles conformes à celles présentées dans son offre, le Titulaire devra produire, dans le cadre de son offre, le profil des intervenants.



### **16.2 Départ du personnel et remplacement avant les événements**

En cas d'absence ou de départ d'un de ses préposés, le Titulaire doit en aviser le représentant de l'acheteur et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution du marché ne s'en trouve pas compromise en opérant un remplaçant vers lequel il doit assurer le transfert des connaissances dans un souci de continuité du service rendu et de sa qualité associée.

La désignation d'un remplaçant ne pourra en aucun cas justifier une augmentation des prix.

NumihFrance se réserve le droit de rejeter la personne proposée.

Le Titulaire est alors dans l'obligation de proposer un nouveau remplaçant.

En cas de deux refus successifs par l'acheteur d'un remplaçant proposé par le Titulaire, l'acheteur se réserve le droit de résilier le marché dans les conditions du CCAG -TIC

### **16.3 Pendant les journées de l'événements**

En cas d'absence ou de défection d'une personne affectée à l'exécution de tout ou partie des prestations pendant les journées des événements, notamment pour le personnel technique, le Titulaire devra procéder au remplacement immédiat de toute personne défaillante ou absente, en particulier pour les personnes chargées d'une mission indispensable au déroulement normal de la manifestation.

### **16.4 Récusation du personnel**

L'acheteur se réserve, sur décision motivée, le droit de récuser le personnel qui s'avérerait inadapté à l'exécution des prestations ou qui ne se plierait pas aux règles de sécurité en vigueur dans les locaux de la manifestation.

Le Titulaire procédera à son remplacement dans les conditions indiquées précédemment.

Le Titulaire est alors dans l'obligation de proposer un nouveau remplaçant.

Pour tout remplacement de personnel, le Titulaire assure à ses frais la formation du remplaçant. La formation consiste en la transmission des connaissances du projet nécessaires à l'exécution des prestations.

En aucun cas, le remplacement de personnel du Titulaire ne pourra entraîner une modification des conditions d'exécution du marché et notamment du prix ou des délais d'exécution.

En cas de deux refus successifs par l'acheteur d'un remplaçant proposé par le Titulaire, l'acheteur se réserve le droit de résilier le marché dans les conditions du CCAG- TIC.

## **ARTICLE 17. Sous-traitance et co-traitance**

### **17.1 Sous-traitance**

La sous-traitance est autorisée conformément à l'article L.2193-3 du Code de la commande publique.

Il convient de se reporter à l'article 17.1 du CCAP Commun à tous les lots précisant les conditions d'agrément et de paiement.

### **17.2 Modalités de paiement direct**

Conformément à l'article R.2193-10 du Code de la commande publique, le paiement direct s'applique aux sous-traitants lorsque le montant des prestations sous traitées est égal ou supérieur à 600 € TTC. Dans ce cas de figure, le sous-traitant accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'acheteur, est payé directement pour la partie des prestations dont il assure l'exécution.

Le paiement direct du sous-traitant s'effectue dans les conditions précisées aux articles R.2193-11 à 16 du Code de la commande publique.

### 17.3 Cotraitance et répartition des paiements

L'acte d'engagement et le cas échéant le DC4, indique ce qui doit être réglé respectivement au titulaire [ou aux membres du groupement titulaire] et à ses [leurs] éventuels sous-traitants.

En cas de cotraitance, la signature de la facture ou autres demandes de paiement par le mandataire vaut acceptation du montant de la facture ou des autres demandes de paiement.

Le mandataire du groupement est solidaire, pour l'exécution du marché public, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

### ARTICLE 18. Protection de la main d'œuvre, des conditions de travail

Il convient de reporter à l'article 18 du CCAP communs à tous les lots.

### ARTICLE 19. Modalités d'exécution

Les modalités d'exécution du marché sont définies dans le cadre le Cahier des Clauses Particulières commun à tous les lots et sont précisées dans le cadre du présent document ci-dessous.

### ARTICLE 20. Déclenchement des prestations

La notification du marché vaut ordre de service de démarrage des prestations, notamment pour la 1ère phase.

Selon les décisions prises dans le cadre de la mise au point du marché avec la Direction de la Communication, le déclenchement des autres phases pourra s'effectuer soit sur la base d'ordres de service soit par le bais de bon de commande, ou par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de l'envoi de la décision par une a personne habilitée de NumihFrance.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service, d'un bon de commande ou encore d'une demande faite par mail appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire, dans un délai de 7 jours ouvré à compter de la date de réception de l'ordre de service ou du mail, sous peine de forclusion.

#### 20.1.1 Modification d'un ordre de service ou des bons de commande

Un ordre de service ou un bon de commande peut être modifié à tout moment par l'acheteur en cours de réalisation des prestations. Dans cette hypothèse, l'acheteur adresse un ordre de service ou un bon de commande rectificatif au Titulaire qui doit formellement notifier son acceptation dans les mêmes conditions prévues que pour les ordres de services ou les bons de commandes initiaux.

L'ordre de services ou bon de commande rectificatif peut avoir un impact sur le prix initial de la commande et sur les délais de réalisation.

#### 20.1.2 Arrêt de l'exécution des prestations en cours d'exécution

L'arrêt de l'exécution d'une partie ou de la totalité des prestations figurant sur l'ordre de service ou du bon de commande peut être décidé par l'acheteur et notifié au Titulaire par tout moyen permettant de détermine une date certaine avec accusé de réception sans que cette décision nécessite de justification.

L'application de cet article n'entraîne pas la résiliation du marché et donc n'entraîne pas systématiquement le paiement d'une indemnité pour résiliation.

## ARTICLE 21. Etablissement des prix

Les prix du marché sont en euros et ne varie pas en cas de variation de change.

### 21.1 Forme des prix

Le présent marché est traité à prix unitaires fondés sur des unités d'œuvre (UO) définies dans le bordereau des prix unitaires (BPU)

L'acte d'engagement opère un renvoi au bordereau de prix unitaires. Le bordereau de prix, qui constitue une annexe financière de l'acte d'engagement, est contractuel.

Chaque unité d'œuvre correspond à un ensemble de prestations techniques (CCTP) et est rémunérée sur la base du prix unitaire forfaitaire figurant dans le BPU.

Les prestations regourées en unité d'œuvre sont organisées selon des phases distinctes, chacune donnant lieu à un chiffrage spécifique par le titulaire. L'acheteur se réserve le droit, à l'issue de chaque phase, de décider de la poursuite ou de l'interruption des phases suivantes et du marché, sans que cette décision n'ouvre droit à indemnisation pour les phases et prestations non engagées

Le titulaire doit remplir ce bordereau ou BPU (Bordereau contractuel) complété par un devis quantitatif estimatif ou DQE (devis non contractuel) sous format Excel. Le chiffrage réalisé dans le cadre du devis estimatif est basé sur les prix figurant au BP.

Les DQE ou devis estimatif servent à la comparaison des offres : ils n'ont pas de valeur contractuelle contrairement à l'annexe financière mais doivent reprendre à l'identique montants figurant dans l'annexe financière.

En cas d'erreur de montant ou prix, ceux figurant dans l'annexe financière prévalent

En cas d'erreur de multiplication ou d'addition, les DQE seront corrigés au regard des montants ou prix figurant dans l'annexe financière

### 21.2 Contenu du prix

Les prix du marché comprennent les prix des prestations du présent marché détaillées dans l'offre technique du Titulaire, et conformément à l'annexe financière.

Il est par ailleurs précisé que le prix du marché comprend tous les frais et dépenses nécessaires à l'exécution du marché (y compris frais de déplacement – hébergement) et plus généralement au respect de l'ensemble des obligations souscrites par le Titulaire. Les prix sont réputés couvrir l'ensemble des charges afférentes à l'unité d'œuvre correspondante

Les prix sont réputés comprendre l'ensemble des moyens humains nécessaires à la bonne réalisation des prestations quel que soit la phase technique, toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations,

Le prix du suivi technique et logistique comprend tous les frais du titulaire (personnel, participation aux réunions, visite de sites ou de prestataires, téléphone, frais de course, frais de déplacements et de restauration, etc.).

Les prix couvrent l'intégralité de la période de l'événement (2 jours) incluant les temps d'installation, de montage et de désinstallation et de retrait (le cas échéant la veille).

Les prix de location doivent inclure le coût de livraison et la reprise du matériel ainsi que le montage et le démontage et la durée de location couvre l'intégralité de la période de l'événement (2 jours) incluant les temps d'installation, de montage et de désinstallation et de retrait.

Les prix sont établis tous frais compris. Ils comprennent notamment :

- la réalisation des prestations et produits commandés ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales et autres auxquelles sont soumises les prestations ;
- tous les frais engendrés par la réalisation des prestations et des produits, notamment :
  - les frais d'honoraires ;
  - Le cas échéant, le prix de cession de droits de propriété intellectuelle ;
  - les frais techniques, de conception ;
  - les frais de déplacement, de restauration et d'hébergement ;
  - les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à la manutention,
  - les frais de montage et de démontage,
- Les frais de location
- Les frais d'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison
- les frais de mise en service
- les frais de livraison, de remise sur support des commandes (tout type de support choisi) ;
- les frais de communication, d'organisation matérielle ;
- etc.

Ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires, etc.

Le Titulaire est réputé connaître parfaitement le site d'intervention et avoir ainsi intégré l'ensemble des contraintes spécifiques dans son prix.

Les prix proposés s'entendent livraison franco de port (frais de port inclus).

### 21.3 Etablissement des bons de commande

Les bons de commande seront émis sur la base de l'annexe financière

Les prix proposés s'entendent livraison franco de port (frais de port inclus).

Le bordereau de prix annexé à l'acte d'engagement doit respecter les conditions prévues au présent document.

Chaque bon de commande est signé par l'acheteur ou toute autre personne ayant reçu la délégation à cet effet.

Le bon de commande est adressé au Titulaire par courrier électronique. Le Titulaire en accuse réception.

### 21.4 Contenu de bon de commande

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de la validité de l'accord-cadre conclu avec le titulaire, notamment pour les livrables réalisés postérieurement à la prestation.

Toutefois la durée maximale d'exécution des bons de commande ne pourra excéder de plus de trois mois le terme de l'accord cadre.

Le bon de commande mentionne les éléments suivants :

- le lot (numéro intitulé) et l'objet de l'accord cadre,
- la date de la commande,
- l'objet du bon de commande,
- la nature des prestations à réaliser,
- les délais et le calendrier de réalisation,
- le lieu de livraison

- le coût des prestations HT et TTC, conformément au bordereau de prix figurant en annexe de l'acte d'engagement du présent accord cadre ou dans le devis accepté

### 21.5 Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des sommes versées au titulaire sont calculés en appliquant les taux de T.V.A en vigueur.

### 21.6 Modalités de règlement du marché

## ARTICLE 22. Paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours calendaires. Le point de départ du délai de paiement est calculé conformément aux articles R.2192-12 à R.2192-17 du code de la commande publique.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Coordonnées du comptable assignataire chargé des paiements :

Comptable assignataire  
12, rue Michel Labrousse  
31000 Toulouse

### 22.1 Facturation

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du Code de la commande publique : [depenses@numihfrance.fr](mailto:depenses@numihfrance.fr)

En application de l'article D.2192-2 du code de la commande publique, la facture doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° Le numéro du marché ou lot et du bon de commande ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Le titulaire est informé que l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le titulaire sera averti par tout moyen donnant date certaine de l'envoi des raisons qui s'opposent au paiement. La répétition d'erreurs sur les factures entraînera leur rejet systématique sans que l'acheteur soit tenu de procéder à la rectification de chaque prix. Les conséquences de ces négligences seront supportées par le titulaire sans qu'il puisse prétendre de ce fait aux intérêts moratoires.

Coordonnées du service responsable de la vérification des factures :  
Comptable assignataire de NumihFrance  
12, rue Michel Labrousse, 31000 Toulouse

## 22.2 Avance

Il convient de se reporter à l'article 22.2 du CCAP Commun à tous les lots.

## 22.3 Acomptes

Par application de l'article L.2191-4 du Code de la commande publique, les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution ouvrent droit au versement d'acomptes.

La périodicité de l'acompte sera fixée lors de la mise au point au regard des différentes phases techniques de leur contenu et des livrables réalisés.

Le montant de ces acomptes est déterminé par l'acheteur, sur la base du descriptif des prestations effectuées et de leur montant, produit par le titulaire. Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement.

Le versement de l'acompte implique nécessairement la présentation de toute pièce demandée. L'acheteur justifiant de l'état d'avancement des prestations effectivement exécutées dans le cadre de la prestation commandée.

L'acheteur contrôle l'exactitude des justificatifs fournis avant de procéder au règlement des acomptes.

## ARTICLE 23. Suivi de l'exécution

### 23.1 Planning d'exécution

Le planning définitif d'exécution sera mis au point en début de marché public lors de la réunion de lancement.

### 23.2 Coopération

Pendant toute la durée du marché public, le titulaire est tenu à une coopération étroite et régulière avec NumihFrance.

NumihFrance s'engage à mettre à disposition du prestataire, les documents et informations dont ce dernier aura besoin pour mener à bien ses prestations. Il se garde toutefois le droit de refuser la communication de certains documents.



### 23.3 Suivi technique et logistique

Compte-tenu de l'événement, le titulaire choisit le ou les profils les plus appropriés à la réalisation de l'évènement.

Le titulaire assure la coordination logistique des prestations en lien direct avec NumihFrance.

A cet effet, le titulaire doit identifier dans son offre un interlocuteur principal, disponible et joignable durant toute la préparation et le déroulement de l'événement (de son côté, le pouvoir adjudicateur a mis en place un équipe projet pour piloter et coordonner cet événement).

Le titulaire doit s'assurer, en amont et durant toute la durée de l'événement, de la mise en place et du suivi de l'ensemble des équipements techniques et mobiliers prévus pour la manifestation (bon fonctionnement des équipements techniques, matériel nécessaire bien présent, appui à NumihFrance).

Il doit vérifier spécifiquement que les matériels et équipements sont correctement installés tous les espaces (salles, auditorium, etc.) opérationnel et prêt pour les interventions.

Il assiste également notamment les intervenants dans l'installation préalable à leur intervention (installation des documents à projeter en séance, vérification de la compatibilité des diaporamas avec le matériel de diffusion, supervision des diaporamas) et la diffusion des diaporamas en plénière.

Le prix du suivi technique et logistique comprend tous les frais du titulaire (personnel, participation aux réunions, visite de sites ou de prestataires, téléphone, frais de course, frais de déplacements et de restauration, etc.).

### ARTICLE 24. Opération de vérification

Les prestations faisant l'objet du présent marché sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché conformément aux dispositions du CCAG -TIC auxquels les prestations se reportent.

Les clauses du CCAG-TIC sont complétée par les dispositions ci-dessous :

Dans le cas où les prestations notamment de conception ne répondent que partiellement aux stipulations du marché, l'acheteur peut :

- Prononcer leur ajournement, lorsque les prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point. L'acheteur invite le Titulaire à présenter les prestations mises au point, dans un délai de jours calendaires fixé en prenant en compte le planning des prestations, délai commençant à courir à compter de la notification de la décision d'ajournement. Il notifie, en ce cas sa décision, motivée d'ajournement par tout moyen écrit permettant d'attester une date certaine. La décision ainsi notifiée comporte un tableau récapitulatif des anomalies constatées et des problèmes devant être résolus avant une nouvelle présentation des prestations.
- Assortir la validation de chaque phase de réserves, qui doivent être levées, au plus tard, à la date de validation de la phase suivante.
- Prononcer une réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées, si sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, les prestations peuvent être admises en l'état.
- Dans le cas où les prestations ne répondent pas aux stipulations du marché, et ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet.

- Il invite dans un premier temps le Titulaire à lui présenter ses observations et par la suite, si le rejet est maintenu, il motive sa décision de rejet.
- En tout état de cause le Titulaire sera tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché.

L'ajournement ou le rejet des prestations est sans effet sur l'application éventuelle et le calcul des pénalités pour retard dans l'exécution des prestations.

#### 24.1 Contrôle qualité

Outre les opérations de vérification quantitative et qualitative exercées par l'acheteur et définies au CCAG-TIC, le Titulaire s'engage à assurer le suivi des prestations et notamment le contrôle de la qualité des prestations réalisées et des produits fournis au titre du marché et notamment Lors de la conception graphique et technique, il veillera notamment au respect de la charte graphique

Le non-respect peut entraîner, selon l'importance des défauts, manques ou malfaçons constatées, une admission avec une réfaction, un ajournement ou un rejet pur et simple des prestations dans les conditions fixées par le CCAG-TIC

L'admission des prestations est prononcée par le responsable technique désigné par NumihFrance pour le compte du pouvoir adjudicateur.

L'admission des prestations sera réputée effective dès la constatation du service fait.

#### ARTICLE 25. Clause de sécurité

La charte sécurité du système d'information du Mipih, énonce les exigences relatives à la sécurité de ses systèmes d'information. Elle est applicable aux prestataires externes, ayant accès dans le cadre de leur mission à tout ou partie des Systèmes d'Information du Mipih.

*Cette charte doit être obligatoirement complétée et signée par le titulaire.*

Lorsque le candidat a obtenu une certification 27001 sur le périmètre de la prestation visée par le présent marché, un certificat en cours de validité est à fournir.

#### 25.1 Modification du marché et clause de réexamen

La mise en œuvre de la présente clause fait l'objet d'échanges entre l'acheteur et le titulaire en cours d'exécution du présent marché.

Le représentant de l'acheteur pourra procéder aux modifications prévues aux articles L.2194-1 et 2 et R.2194-1 et 6 du Code de la commande publique en particulier :

- a) Variation des prix : les parties pourront convenir d'un nouvel accord sur le ou les prix en cas d'une évolution disproportionnée du ou de ces prix, et susceptible notamment d'altérer l'équilibre financier du contrat La mise en œuvre de la présente clause fait l'objet d'échanges entre l'acheteur et le Titulaire en cours d'exécution du présent marché et en fonction de l'évolution du contexte économique. Les modifications qui en résultent doivent être acceptées par les parties à l'accord-cadre et sont actées par voie d'avenant.
- b) Ajustement des prestations : les parties pourront convenir de réexaminer la nature et/ou l'étendue des prestations, ainsi que le délai ou les dates potentielles d'exécution, en cas de survenance, en cours d'exécution, d'événements relevant d'aléas ou de difficultés matérielles



ou temporelles, ou lorsque ces ajustements sont nécessaires au parfait achèvement des prestations.

- c) En cas d'atteinte ou de dépassement imminent du montant plafond fixé dans le présent marché suit à un ajustement ou des modifications, les parties conviennent de se réunir afin d'évaluer les besoins restants et d'envisager les ajustements nécessaires. Cette évaluation pourra inclure sans s'y limiter :
  - La révision de l'étendue des prestations : adaptation des prestations prévues dans le cadre du budget alloué.
  - L'ensembles des mesures à prendre afin de garantir la viabilité de l'événement en respectant les contraintes financières.
- d) Des modifications de référence pourront avoir lieu en cours de marché sous réserve :
  - Que les nouvelles références respectent le cahier des charges CCAP, CCP ou CCTP. ;
  - Que les nouvelles références ne soient pas de nature à diminuer la qualité technique de l'offre initiale du titulaire.
- e) À la modification des dates de l'évènement. Cette modification ne devra entrainer aucune modification du lieu de l'évènement et devra être considéré comme un simple report de date.
- f) En cas de changement d'un opérateur au sein d'un groupement
  - S'il est demandé par le mandataire du groupement, le remplacement d'un ou plusieurs opérateurs économiques composant le groupement, le ou les remplacements font l'objet d'échanges entre l'acheteur et le mandataire.  
Les modifications qui en résultent doivent être acceptées par le mandataire et les nouveaux membres du groupement et L'acheteur et sont actées par voie d'avenant.
- g) En cas de changement chez le titulaire entraînant la création d'une nouvelle entité.
  - En cas de modification entraînant la création d'une nouvelle personne morale, la modification doit être acceptée par L'acheteur et actée par voie d'avenant.

## **ARTICLE 26. Cessation des activités du Titulaire**

Dans le cas où les activités du Titulaire seraient cédées à une autre société, à la suite d'une fusion, d'une cession ou d'une restructuration, le transfert du marché du Titulaire à cette autre société sera possible dans les mêmes conditions d'exécution.

La conclusion d'un avenant de transfert concrétisera l'accord du Mipih quant à la poursuite de l'exécution du marché par une nouvelle personne morale.

NumihFrance se réserve le droit de refuser le changement de Titulaire, lequel par ailleurs ne doit pas avoir fait l'objet de l'une des interdictions prévues à l'article L.2141-1 du Code de la commande publique.

Si pour quelque raison que ce soit, le suivi et support ne pouvaient être assurés, soit par le Titulaire en titre du marché, soit par un tiers désigné par ses soins, le présent marché serait résilié aux torts du Titulaire.

## **ARTICLE 27. Pénalités**

En plus de pénalités prévues au CCAG-TIC et au CCAP commun à tous les lots, le titulaire encourt les pénalités prévues spécifiquement par le présent document.

## 27.1 Généralités

Il est expressément convenu que les pénalités prévues dans le cadre de l'exécution du marché ont uniquement un caractère moratoire. Le Titulaire reste donc intégralement redevable de la prestation dont l'inexécution a donné lieu à l'application de ladite pénalité, et ne saurait se considérer comme étant libéré de son obligation du fait du paiement de celle-ci.

Le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 100 euros (€) pour l'ensemble du lot.

Le montant des pénalités de retard applicables est plafonné à 10 % du montant du marché (du lot) sauf en cas de retard des prestations pendant la manifestation.

Les pénalités sont applicables de plein droit et peuvent être décomptées sans mise en demeure préalable.

Le recouvrement des pénalités s'opère par un décompte fait sur le montant tarifaire des sommes dues au Titulaire, au titre du présent marché.

Le montant des pénalités ainsi établies peut venir en déduction des paiements à effectuer au titre de toute facture suivante ou donner lieu à l'émission par l'acheteur d'un titre exécutoire, notamment en cas d'insuffisance des sommes dues au titulaire.

Avant émission de tout titre exécutoire ou prélèvement sur les factures émises par le titulaire, les décomptes de pénalités sont notifiés de façon expresse au titulaire et précisent les modalités de calcul des pénalités.

A réception de ce décompte ou de toute décision du pouvoir adjudicateur induisant le principe de l'application de pénalités, le titulaire dispose d'un délai de dix (10) jours ouvrés pour présenter ses observations par un mémoire en réclamation. Passé ce délai, il est réputé avoir accepté les pénalités mentionnées par le décompte ou la décision précités.

En cas de résiliation du présent marché, le Titulaire reste redevable de pénalités lui ayant été notifiées. Le Titulaire ne bénéficie d'aucune exonération de telle sorte qu'il est redevable quel que soit leur montant total.

En cas de résiliation du marché pour faute du titulaire et quel que soit le lot, les pénalités peuvent être appliquées jusqu'à la veille incluse du jour de la date d'effet de la résiliation.

## 27.2 Pénalités de retard

Lorsque le délai d'exécution contractuel des prestations, éventuellement assorti d'une prolongation de délai, est dépassé, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité d'un montant indiqué ci-dessous :

### 27.2.1 Prestations exécutables avant et après la manifestation

En cas de non-respect par le Titulaire des délais d'exécution, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité d'un montant de 200 euros par jour de retard.

### 27.2.2 Prestations exécutables pendant la manifestation

Dans le cas où le Titulaire n'exécuterait pas les prestations commandées dans les délais prévus, sauf cas de force majeure ou responsabilité de la personne publique, l'acheteur se réserve le droit, après s'être informé auprès du Titulaire des raisons de sa défaillance, d'appliquer, par heure de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité d'un montant de 500 euros.

L'application des pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté du pouvoir adjudicateur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire dans les conditions prévues au CCAG-TIC.

### 27.3 Modalités d'application de pénalités de retard

Sauf pour les prestations exécutées pendant l'évènement, les pénalités de retard commencent à courir le lendemain du jour où le délai de réalisation de la prestation concernée est expiré.

### 27.4 Pénalités en cas d'ajournement ou de rejet

En cas d'ajournement ou de rejet de tout ou partie d'un livrable, dans le cadre des opérations de vérification, les pénalités sont dues pour toute la période comprise entre la date de fin du délai d'exécution de la prestation et la date de livraison précédant, selon le cas et dans les conditions prévues au CCAP, la décision d'admission, d'admission avec réfaction, de rejet définitif dudit livrable.

### 27.5 Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités prévues par le code du travail en matière de travail dissimulé d'activité ou d'emploi salarié, l'acheteur applique une pénalité correspondant à 10% du montant TTC du marché.

Toutefois, le montant de la pénalité ne pourra pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le code du travail en matière de travail dissimulé

## ARTICLE 28. Droits et obligations des parties

### 28.1 Obligation de conseil

Le Titulaire a une obligation permanente de conseil de l'acheteur dans le cadre de l'exécution du présent marché. Il s'engage à informer sans délai l'acheteur ou son représentant de tout événement ou toute difficulté, de nature à compromettre la qualité, le suivi ou la garantie des prestations objets du présent marché, tels qu'ils ont été définis dans le présent document.

### 28.2 Obligation de confidentialité

Il convient de se reporter à l'article 28.2 du CCAP Commun à tous les lots

## ARTICLE 29. Responsabilité et assurance

En compléments des dispositions mentionnées aux CCAG-TIC, il est convenu ce qui suit.

### 29.1 Responsabilité extracontractuelle

La responsabilité extracontractuelle de l'acheteur et celle du titulaire peuvent être, le cas échéant, engagées dans les conditions fixées par le droit français, à raison des dommages causés par le personnel ou le matériel des deux acteurs du projet.

### 29.2 Responsabilité contractuelle

Cette responsabilité peut être engagée indépendamment de l'application des pénalités.

Sauf pour les hypothèses relevant de la force majeure ou pour des manquements dont l'origine serait imputable à la défaillance de l'acheteur ou de l'un de ses préposés dans l'exécution du marché, le Titulaire est responsable de tout manquement à ses obligations contractuelles au titre du présent marché et doit réparation pour les dommages causés à l'acheteur, à ses préposés et/ou tiers.

Le titulaire reconnaît être responsable du personnel et des moyens mis à la disposition de l'acheteur pour l'exécution des prestations, objet du marché.

Le titulaire est également responsable du transport de l'ensemble des équipements et matériels et est seul responsable de la perte, de l'avarie ou dommage causés aux choses transportées.

Il garantit que les choses transportées soient correctement emballées notamment afin de préserver les données confidentielles relatives à la nouvelle identité NumihFrance

Cette responsabilité peut être engagée indépendamment de l'application des pénalités.

### 29.3 Assurances

Le titulaire devra justifier d'une assurance responsabilité civile professionnelle couvrant les prestations exécutées dans un ERP, incluant notamment les dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers, et assurance civile après livraison et de garantie de bon fonctionnement ainsi qu'une assurance pour le matériel couvrant les pertes, vols, cases ou détérioration qu'il soit loué ou non.

Les dommages causés au personnel ou aux biens de l'acheteur par le titulaire, aux participants et partenaires et à tout autre tiers du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

L'attestation devra mentionner clairement :

- Le nom de l'assureur et le numéro de police ;
- Le montant de garantie par sinistre
- La période de validité (qui devra couvrir l'ensemble des phases du projet, y compris le démontage).

Le titulaire garantit l'acheteur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux dans lesquels il intervient, y compris le recours des tiers.

Le titulaire s'engage à payer régulièrement les primes correspondantes et à justifier de la régularité de sa situation à toute demande de l'acheteur par la présentation des polices ou quittances correspondantes.

Le titulaire est tenu de produire une attestation de cette assurance à jour indiquant le type de garantie, la nature des risques et sa période de validité au plus tard 5 jours après l'attribution du marché. A défaut le marché ne pourra lui être notifié.

En cas de groupement, chacun des membres du groupement le cas échéant, chaque sous-traitant) devra fournir, avant tout commencement d'exécution, une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient des garanties suffisantes et en rapport avec la mission confiée dans le cadre du marché.

**ARTICLE 30. Arrêt du marché**

Dans la mesure où les prestations sont scindées en plusieurs parties techniques à exécuter distinctement, l'acheteur peut décider, au terme de chacune de ces parties ou phases, de ne pas poursuivre l'exécution des prestations.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

**ARTICLE 31. Résiliation du marché**

Il convient de se reporter à l'article 31 du CCAP Commun à tous les lots.

**31.1 Résiliation du marché pour motif d'intérêt général**

Il convient de se reporter à l'article 31.1 du CCAP Commun à tous les lots.

**31.2 Résiliation pour faute du Titulaire**

En complément des clauses de résiliation prévues au CCAG-TIC et au CCAP commun à tous les lots, NumihFrance se réserve le droit de prononcer la résiliation immédiate de tout ou partie du marché sans que le Titulaire puisse prétendre à indemnité, dans les cas suivants :

- a) Inexactitude des renseignements prévus à l'article R.2143-1 et 2 du Code de la commande publique ;
- b) Mauvaise exécution et/ou défaut d'exécution des prestations objet du présent marché ;
- c) Non-respect des dispositions relatives aux articles D.8222-5 et D.82227 du Code du travail après mise en demeure restée infructueuse.\*
- d) Le non respect des obligations de confidentialité résultant des documents contractuels du marché ;

Dans le cadre de cette résiliation, le titulaire n'a droit à aucune indemnité.

En cas de résiliation du marché, le titulaire remet à l'acheteur, dès le premier jour de prise d'effet de la résiliation et sans formalité supplémentaire, tous les documents en sa possession relatifs aux études et travaux effectués dans le cadre du marché.

**31.3 Report ou annulation du salon**

En cas de report exceptionnel ou d'annulation du salon, pour des raisons sanitaires, ou tout autre raison justifiant le report ou l'annulation du salon, le titulaire s'engage à reporter la totalité de ses prestations sur le salon (aux nouvelles dates) et ce sans surcoût.

En cas d'annulation les frais engagés seront remboursés sous réserves de justificatifs.

**ARTICLE 32. Différends et litiges**

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Tout différend survenu à l'occasion du présent marché sera soumis préalablement à la mise en œuvre des dispositions prévues au CCAG TIC. A cet effet, le différend peut être soumis à l'avis du Comité consultatif du règlement amiable des litiges dans les conditions prévues aux articles R.2197-1 à D.2197-22 du Code de la commande publique.

En cas d'échec de cette procédure, les tribunaux français sont seuls compétents et plus précisément le Tribunal Administratif de Toulouse sera compétent.

Toutes les correspondances seront rédigées en français.

En cas de litige, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal administratif de Toulouse

Tél. : 05 62 73 57 57

Fax : 05 62 73 57 40

Email : [greffe.ta-toulouse@juradm.fr](mailto:greffe.ta-toulouse@juradm.fr)

Les coordonnées de l'instance chargée des procédures de médiation sont les suivantes :

Tribunal administratif de Toulouse

Tél. : 05 62 73 57 57

Fax : 05 62 73 57 40

Email : [greffe.ta-toulouse@juradm.fr](mailto:greffe.ta-toulouse@juradm.fr)